

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ville de Saint-Eustache | 72005 |

Le 8 mai 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussignée, Jocelyne Montreuil MBA, CPA, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de la Ville de Saint-Eustache pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

Veuillez agréer, chers membres du conseil, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La trésorière,



MBA, CPA

Jocelyne Montreuil, MBA, CPA
Trésorière et directrice des finances
Ville de Saint-Eustache

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	2
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	23
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	24
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	25
Situation financière par organismes	26
Charges par objets	27
Excédent (déficit) accumulé	28
Avantages sociaux futurs	32

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	39
Analyse des charges consolidées	51

Aux membres du conseil de la Ville de Saint-Eustache

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Saint-Eustache (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Eustache au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Eustache inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Observations – Redressement

Nous attirons l'attention sur la note 23 des états financiers consolidés, qui explique qu'il y a eu un redressement de certaines informations comparatives présentées aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point - Rapport du prédécesseur

Les états financiers consolidés de la Ville pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été audités par un autre cabinet d'auditeurs qui a exprimé sur ces états financiers consolidés une opinion non modifiée en date du 4 mai 2022.

Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des faits saillants contenus dans le rapport du maire, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états. Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Nous avons obtenu les faits saillants avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

MNP SENCRL, S.F. ¹

Laval (Québec)
Le 8 mai 2023

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A123107

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations	
		2022	2021 Redressé note 23
Revenus			
Taxes	1	72 800 329	69 399 701
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 669 626	1 535 087
Quotes-parts	3		
Transferts	4	15 798 423	8 200 113
Services rendus	5	4 913 592	3 608 880
Imposition de droits	6	14 256 655	11 417 754
Amendes et pénalités	7	2 763 969	2 818 654
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	1 195 177	680 167
Autres revenus	10	6 649 966	3 203 623
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	120 047 737	100 863 979
Charges			
Administration générale	14	13 487 667	13 673 152
Sécurité publique	15	20 576 441	19 667 348
Transport	16	19 339 057	17 673 682
Hygiène du milieu	17	17 748 415	16 757 084
Santé et bien-être	18	214 336	170 744
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 287 955	4 451 286
Loisirs et culture	20	14 983 023	13 336 114
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	2 350 048	2 497 026
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	92 986 942	88 226 436
Excédent (déficit) de l'exercice	25	27 060 795	12 637 543
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	193 833 050	180 932 439
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		263 068
Solde redressé	28	193 833 050	181 195 507
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	220 893 845	193 833 050

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021 Redressé note 23
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	28 219 626	25 240 398
Débiteurs (note 5)	2	42 264 100	28 517 607
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	445 889	323 211
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	490 909	520 388
	8	71 420 524	54 601 604
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	24 053 441	18 603 565
Revenus reportés (note 12)	12	3 181 392	4 172 644
Dette à long terme (note 13)	13	108 428 775	110 552 680
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 980 060	2 108 617
Autres passifs (note 14)	15		
	16	137 643 668	135 437 506
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(66 223 144)	(80 835 902)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	284 705 028	272 310 423
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 289 852	244 868
Stocks de fournitures	20	845 867	882 570
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	276 242	1 231 091
	23	287 116 989	274 668 952
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	220 893 845	193 833 050
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations	
		2022	2021 Redressé note 23
Excédent (déficit) de l'exercice	1	27 060 795	12 637 543
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	26 640 396)(	17 282 337)
Produit de cession	3	176 459	262 380
Amortissement	4	13 712 275	13 241 931
(Gain) perte sur cession	5	(133 852)	(219 203)
Réduction de valeur / Reclassement	6	490 909	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(12 394 605)	(3 997 229)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	(1 044 984)	521 801
Variation des stocks de fournitures	10	36 703	(45 500)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	954 849	(1 060 963)
	13	(53 432)	(584 662)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		(2)
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	14 612 758	8 055 650
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(80 835 902)	(89 154 620)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		263 068
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(80 835 902)	(88 891 552)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(66 223 144)	(80 835 902)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021 Redressé note 23
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	27 060 795	12 637 543
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	13 712 275	13 241 931
Autres			
▪ Gain sur cession/reclassement	3	357 057	(219 203)
▪ Variation placement	4	10 907	73 442
	5	41 141 034	25 733 713
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(13 746 493)	(3 199 614)
Autres actifs financiers	7	29 479	126 273
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	5 449 876	2 542 531
Revenus reportés	9	(991 252)	1 325 884
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(128 557)	101 059
Propriétés destinées à la revente	11	(1 044 984)	521 801
Stocks de fournitures	12	36 703	(45 499)
Autres actifs non financiers	13	954 849	(1 060 963)
	14	31 700 655	26 045 185
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(26 640 396)	(17 282 337)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	176 459	262 380
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(26 463 937)	(17 019 957)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(133 585)	(133 585)
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	(133 585)	(133 585)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	16 237 000	26 412 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(18 391 443)	(23 341 880)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	30 538	(93 475)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(2 123 905)	2 976 645
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	2 979 228	11 868 288
Solde déjà établi	33	25 240 398	13 372 110
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	25 240 398	13 372 110
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	28 219 626	25 240 398

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Eustache est un organisme municipal existant en vertu de la *Loi sur les cités et villes* de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé présentée aux pages S15 et S23.

L'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de l'administration municipale. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable.

a) Périmètre comptable

. L'Association du sport et du plein air de Saint-Eustache inc. (A.S.P.A.), organisme à but non lucratif. La méthode de consolidation ligne par ligne est utilisée.

. La Société de Développement de Saint-Eustache (SODESE), organisme à but non lucratif. La méthode de consolidation ligne par ligne est utilisée.

b) Partenariats

S.O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Ville de Saint-Eustache, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs, la valeur de remplacement des stocks, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) Actifs

Les actifs financiers et les actifs non financiers sont comptabilisés selon les méthodes comptables suivantes :

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville et de ses organismes contrôlés est de présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Stocks de fourniture

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers consolidés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative. Elles sont amorties selon les méthodes de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures : 5 à 40 ans

Bâtiments : 40 ans

Véhicules : 8 à 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 1 à 10 ans

Machinerie, outillage et équipements divers : 7 à 20 ans

Améliorations locatives : 15 ans

Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

L'amortissement est porté en réduction de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme.

Réduction de valeur

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économique futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Frais payés d'avance

Les frais payés d'avance représentent des déboursés effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville et ses organismes contrôlés bénéficieront au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Villes et ses organismes contrôlés bénéficieront des services acquis.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme à l'état consolidé de la situation financière et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs, terrains de jeux et espaces naturels, du fonds de réfection et d'entretien de certaines voies publiques et du fonds d'infrastructures (contributions de promoteurs) sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état consolidé des résultats lors de leur utilisation.

E) Revenus

Revenus autres que les revenus de transferts

Les revenus autres que les revenus de transferts sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Ces revenus sont comptabilisés selon les critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.
- Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.
- Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.
- Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.
- Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers.
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de transferts

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les revenus de transfert sont constatés et comptabilisés à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme l'assurance vie offerte aux retraités cols bleus et cadres, l'allocation de préretraite et de prime de rétention offerts aux employés cadres.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionné le 5 décembre 2014 (« la loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2022 selon la méthode de la valeur lissée 5 ans pour le régime complémentaire de retraite des employés cols bleus et cols blancs et selon la valeur lissée 3 ans pour les régimes complémentaire de retraite des cadres et des policiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :

À titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement:

Le financement à long terme des activités de fonctionnement est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital.

La part des frais d'émission de la dette à long terme financés à long terme et inscrits à titre de frais reportés, qui n'a pas encore été imputée aux activités de fonctionnement, sont amortis et passés en charges sur la durée de la dette correspondante.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	29 123 146	25 240 398
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3		
▪	4		
▪	5		
▪	6		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	29 123 146	25 240 398
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8	(903 520)	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9	28 219 626	25 240 398
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	7 681 255	7 608 689
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11	6 137 000	11 439 300

Note**5. Débiteurs**

		2022	2021
Taxes municipales	12	3 470 022	3 370 566
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	19 975 327	16 435 128
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	10 943 533	3 405 308
Organismes municipaux	16	29 710	34 435
Autres			
▪ Droits de mutations et autres	17	6 412 076	4 212 441
▪ Amendes	18	1 433 432	1 059 729
	19	42 264 100	28 517 607
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22		
Autres tiers	23		
	24		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	1 034 608	1 126 479
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26	1 309 877	1 368 168
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	9 929 475	6 481 848
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28	2 929 070	3 209 202
Ministère de la Culture et des Communications	29	3 376 505	3 069 701
Autres ministères/organismes	30	2 430 400	2 306 209
	31	19 975 327	16 435 128

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

6. Prêts

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪	34		
▪	35		
	36		
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38	445 889	323 211
Autres placements	39		
	40	445 889	323 211
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42	10 907	73 442

Note

Les placements à titre d'investissements correspondent aux quotes-parts versées annuellement au fonds collectif de franchise d'assurances.

8. Avantages sociaux futurs

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	(387 760)	(707 317)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44	(1 592 300)	(1 401 300)
	45	(1 980 060)	(2 108 617)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	2 260 403	2 484 297
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47	386 400	400 800
Régimes à cotisations déterminées	48		
Autres régimes (REER et autres)	49		
Régimes de retraite des élus municipaux	50	101 144	106 100
	51	2 747 947	2 991 197

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Autres actifs financiers

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52	490 909	520 388
Autres	53		
	54	490 909	520 388

Note

Les propriétés destinées à la revente pour lesquelles une vente est probable dans l'année suivante sont indiquées à titre d'actifs financiers.

10. Emprunts temporaires

La Ville de Saint-Eustache dispose d'une marge de crédit autorisée de 5 000 000\$ pour ses activités de fonctionnement qui porte intérêt au taux préférentiel de 6.45% (2.45% au 31 décembre 2021). Au 31 décembre 2022, le solde est de 0\$ (0\$ au 31 décembre 2021). Elle dispose également d'une marge de crédit pour ses activités d'investissement de 23 200 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2022, le solde est de 903 520\$ (0\$ au 31 décembre 2021). Cette marge ne pourra jamais excéder 40% du total des soldes à financer inscrits sur le tableau des soldes à financer au ministère.

11. Crédoeurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	8 941 744	5 327 581
Salaires et avantages sociaux	56	7 480 100	6 106 665
Dépôts et retenues de garantie	57	6 111 041	5 168 079
Provision pour contestations d'évaluation	58	43 574	4 673
Autres			
▪ Autres charges à payer	59	1 124 467	1 287 320
▪ Redevances	60	339 662	669 278
▪ Municipale	61	12 853	4 793
▪ Autres	62		35 176
▪	63		
	64	24 053 441	18 603 565

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

12. Revenus reportés

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65	362 214	421 020
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66	260 839	1 474 048
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪	71		
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	1 717 815	1 657 436
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77	32 832	
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ Revenus reportés organismes	80	104 619	62 629
▪ Inscriptions loisir et autres	81	703 073	557 511
▪	82		
▪	83		
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	3 181 392	4 172 644

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,70	4,90	2023	2031	88	93 832 000	94 254 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,90	4,90	2023	2023	92	3 570	8 011
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					94		
Autres	2,45	4,91	2025	2033	95	15 013 522	16 741 524
					96	108 849 092	111 003 535
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	(420 317)	(450 855)
					98	108 428 775	110 552 680

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2023	99		9 900 000		1 762 670	11 662 670
2024	100		9 858 000		1 830 546	11 688 546
2025	101		9 334 000		1 693 286	11 027 286
2026	102		8 068 000		1 459 271	9 527 271
2027	103		7 256 000		1 533 678	8 789 678
2028 et plus	104		49 416 000		6 737 641	56 153 641
	105		93 832 000		15 017 092	108 849 092
Intérêts et frais accessoires	106		()		()	
	107		93 832 000		15 017 092	108 849 092

Note

14. Autres passifs

	2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	
Assainissement des sites contaminés	109	
Autres		
▪	110	
▪	111	
▪	112	
▪	113	
	114	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	78 897 942	10 105 150		89 003 092
Eaux usées	116	95 573 640	4 292 543		99 866 183
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	177 503 040	3 127 906		180 630 946
Autres					
▪ Autres infrastructures	118	30 824 937	1 303 397		32 128 334
▪	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	132 503 656	1 168 438	526 885	133 145 209
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	10 812 488	489 269	73 164	11 228 593
Ameublement et équipement de bureau	124	8 055 596	318 129	42 417	8 331 308
Machinerie, outillage et équipement divers	125	10 198 900	1 013 618		11 212 518
Terrains	126	11 844 673	1 552 241	328 125	13 068 789
Autres	127	138 213			138 213
	128	556 353 085	23 370 691	970 591	578 753 185
Immobilisations en cours	129	2 238 892	3 269 705		5 508 597
	130	558 591 977	26 640 396	970 591	584 261 782
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	43 379 809	1 601 949		44 981 758
Eaux usées	132	52 586 841	1 907 858		54 494 699
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	95 216 657	3 992 168		99 208 825
Autres					
▪ Autres infrastructures	134	16 822 477	1 292 532		18 115 009
▪	135				
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	58 429 397	3 141 396	357 105	61 213 688
Améliorations locatives	138				
Véhicules	139	6 163 508	718 083	37 553	6 844 038
Ameublement et équipement de bureau	140	6 663 281	513 855	42 417	7 134 719
Machinerie, outillage et équipement divers	141	6 881 376	544 434		7 425 810
Autres	142	138 208			138 208
	143	286 281 554	13 712 275	437 075	299 556 754
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	272 310 423			284 705 028
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145				
Amortissement cumulé	146	()	()	()	()
Valeur comptable nette	147				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148		
Immeubles industriels municipaux	149		
Autres	150	1 780 761	765 256
	151	1 780 761	765 256
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152	490 909	520 388
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	1 289 852	244 868

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	165	276 242	1 231 091
▪	166		
▪	167		
Autres			
▪	168		
▪	169		
	170	276 242	1 231 091

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

19. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée, d'après des contrats devant être exécutés échéant jusqu'en 2027 à verser une somme totale de 18 568 147\$ durant cette période. Les paiements minimums exigibles pour les cinq (5) prochains exercices sont les suivants :

2023 - 5 141 653 \$
 2024 - 3 841 341 \$
 2025 - 3 841 341 \$
 2026 - 3 841 341 \$
 2027 - 1 902 471 \$

L'Association du sport et du plein air de St-Eustache s'est engagée pour des contrats totalisant 643 126\$ de avril 2023 à avril 2026. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants:

2023 - 188 126 \$
 2024 - 190 211 \$
 2025 - 196 869 \$
 2026 - 67 920 \$

La SODESE s'est engagée pour des contrats totalisant 220 422\$ de mars 2023 à avril 2025. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants:

2023 - 178 783 \$
 2024 - 30 595 \$
 2025 - 11 044 \$

20. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Ville a conclu différents accords à long terme. Les plus importants, ont donné lieu à des droits contractuels d'un montant total de 9 056 374 \$ qui seront encaissés selon l'échéancier suivant :

2023 - 1 654 761 \$
 2024 - 1 736 999 \$
 2025 - 1 797 348 \$
 2026 - 1 886 715 \$
 2027 - 1 980 551 \$

L'Association du sport et du plein air de St-Eustache dans le cadre de ses opérations a conclu plusieurs baux de location qui ont donné lieu à des droits contractuels d'un montant total de 94 900 \$. Les montants qui seront encaissés au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2023 - 32 602 \$
 2024 - 25 250 \$
 2025 - 25 748 \$
 2026 - 5 600 \$
 2027 - 5 700 \$

La SODESE dans le cadre de ses opérations a conclu plusieurs baux de location qui ont donné lieu à des droits contractuels d'un montant total de 1 074 462 \$. Les montants qui seront encaissés au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2023 - 448 477 \$
 2024 - 383 962 \$
 2025 - 242 023 \$

21. Passifs éventuels

.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
Emprunts temporaires			
	171		
Dettes à long terme			
	172		
	173		

S/O.

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

La Ville fait l'objet de poursuites conjointement avec des tierces parties dans des actions en dommages et intérêts au montant d'environ 2 074 361 \$. De l'avis de la direction de la Ville, ces réclamations bénéficient de couvertures d'assurances adéquates ou, si tel n'était pas le cas, leur dénouement n'est pas jugé susceptible d'affecter sensiblement la situation financière de la Ville. Tout paiement excédant la couverture d'assurance pouvant résulter de ces éventualités serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours. Au 31 décembre 2022, à l'état de la situation financière, la Ville de Saint-Eustache a comptabilisé une provision de 235 100 \$ présentée dans les autres charges à payer. Ceci représente les meilleures estimations de la direction à l'égard des passifs éventuels.

D) Autres

Les opérations de la Ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables concernant la résultante, son échéance ou son impact. Présentement au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville gère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration des sites serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2022. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

Au cours de l'exercice, la Ville a intenté une poursuite contre un fournisseur pour non respect de ses engagements contractuels. Suite à un règlement hors cours, la Ville prévoit réaliser un gain estimé de 100 000\$.

23. Redressement aux exercices antérieurs

Ville de Saint-Eustache

Au cours de l'exercice, la ville a corrigé l'enregistrement des transactions relatives à la quote-part versée annuellement au fonds collectif de franchise d'assurance. La participation financière annuelle à ce fonds a été reclassée en augmentation des placements à titre d'investissement et toute réduction de valeur est constatée en charge à l'état des résultats de l'exercice au cours duquel elles surviennent. Conséquemment, la valeur du placement à titre d'investissement est réduit pour refléter cette baisse de valeur. Auparavant, cette quote-part était comptabilisée comme une prime d'assurance en charge de l'exercice à l'état des résultats.

L'état comparatif 2021 a été redressé, pour tenir compte de la valeur du placement au 31 décembre 2021, en présentant un placement à titre d'investissement de 323 211 \$ à l'état consolidé de la situation financière en contrepartie de l'excédent accumulé. Les charges d'administration générale de l'exercice ont été diminuées d'un montant de 60 143 \$ dû au reclassement de la prime versée en 2021 au montant de 133 585 \$ et l'enregistrement de la moins-value 2021 au montant de 73 442 \$. Conséquemment, l'excédent de l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a augmenté de 60 143 \$. De plus, l'état du flux de trésorerie a été modifié pour tenir compte de la moins-value dans les éléments sans effet sur la trésorerie au montant de 73 442 \$ et de l'acquisition du placement au montant de 133 585 \$. Finalement, l'excédent accumulé et la dette nette au début de l'exercice 2021 ont été redressés d'un montant de 263 068 \$ représentant la valeur du placement dans le fonds de franchise au 31 décembre 2020.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas une comparaison avec les données budgétaires consolidées.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

s.o.

26. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	69 960 884	73 084 920	73 305 444			72 800 329
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 535 087	1 768 770	1 669 626			1 669 626
Quotes-parts	3						
Transferts	4	3 128 925	2 416 270	2 835 274		5 789	2 841 063
Services rendus	5	2 925 039	3 755 520	3 949 692		1 227 907	4 913 592
Imposition de droits	6	10 177 517	4 819 400	11 899 859		45 596	11 945 455
Amendes et pénalités	7	2 818 654	2 675 300	2 763 969			2 763 969
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	680 167	395 000	1 195 177			1 195 177
Autres revenus	10	2 863 658	20 000	3 170 512		3 307 996	3 182 037
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	94 089 931	88 935 180	100 789 553		4 587 288	101 311 248
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	4 928 028	1 960 000	12 957 360			12 957 360
Imposition de droits	16	1 200 000	2 311 200	2 311 200			2 311 200
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	313 482		3 419 216			3 419 216
Autres	18	3 700		6 250			48 713
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	6 445 210	4 271 200	18 694 026			18 736 489
	22	100 535 141	93 206 380	119 483 579		4 587 288	120 047 737
Charges							
Administration générale	23	12 878 812	13 883 945	12 608 904	569 009	405 497	13 487 667
Sécurité publique	24	18 963 845	20 153 058	19 785 059	861 691		20 576 441
Transport	25	13 092 118	14 282 132	14 650 511	4 688 546		19 339 057
Hygiène du milieu	26	12 226 445	13 066 976	13 106 396	4 642 019		17 748 415
Santé et bien-être	27	170 744	214 431	214 336			214 336
Aménagement, urbanisme et développement	28	4 729 488	4 352 586	4 656 082	55 975	386 609	4 287 955
Loisirs et culture	29	12 745 141	13 980 342	13 979 086	2 070 647	1 873 452	14 983 023
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 773 321	1 677 800	1 719 865		777 059	2 350 048
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	12 417 817	12 887 900	12 887 887 (	12 887 887)		
	34	88 997 731	94 499 170	93 608 126		3 442 617	92 986 942
Excédent (déficit) de l'exercice	35	11 537 410	(1 292 790)	25 875 453		1 144 671	27 060 795

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021	Budget 2022	Réalizations 2022	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 537 410	(1 292 790)	25 875 453	27 060 795
Moins : revenus d'investissement	2	(6 445 210)	(4 271 200)	(18 694 026)	(18 736 489)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	5 092 200	(5 563 990)	7 181 427	8 324 306
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	12 417 817	12 887 900	12 887 887	13 712 275
Produit de cession	5	262 380		176 459	176 459
(Gain) perte sur cession	6	(219 203)		(133 852)	(133 852)
Réduction de valeur / Reclassement	7	2 797 896		490 909	490 909
	8	15 258 890	12 887 900	13 421 403	14 245 791
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9	648 073		399 294	399 294
Réduction de valeur / Reclassement	10	(2 797 896)		(490 909)	(490 909)
	11	(2 149 823)		(91 615)	(91 615)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	73 442		10 907	10 907
	15	73 442		10 907	10 907
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	225 790		(391)	(391)
Remboursement de la dette à long terme	17	(10 238 938)	(10 057 440)	(10 526 441)	(12 254 443)
	18	(10 013 148)	(10 057 440)	(10 526 832)	(12 254 834)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(1 403 235)	316 990	(2 408 316)	(2 408 316)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				
Excédent de fonctionnement affecté	21	3 056 110	2 936 330	2 680 275	2 680 275
Réserves financières et fonds réservés	22	(515 265)	264 050	(1 006 517)	(1 006 517)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(236 667)	(149 860)	(86 807)	(86 807)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	900 943	2 733 530	(821 365)	(821 365)
	26	4 070 304	5 563 990	1 992 498	(903 614)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	9 162 504		9 173 925	9 413 190

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Réalizations 2021		Réalizations 2022	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	6 445 210	18 694 026	18 736 489
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	312 453)(	341 300)(	341 300)
Sécurité publique	3 (	935 942)(	364 288)(	364 288)
Transport	4 (	5 256 273)(	6 835 795)(	6 835 795)
Hygiène du milieu	5 (	6 435 821)(	13 752 555)(	13 752 555)
Santé et bien-être	6 (	387)())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	79 639)(	1 606 160)(	28 072)(
Loisirs et culture	8 (	4 134 476)(	3 687 680)(	24 546)(
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	17 154 991)(	26 587 778)(	52 618)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 (	)	923 890)(	923 890)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	133 585)(	133 585)(	133 585)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	14 798 183	9 993 970	9 993 970
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	1 403 235	2 408 316	2 408 316
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16		819 000	819 000
Excédent de fonctionnement affecté	17		3 105 108	3 105 108
Réserves financières et fonds réservés	18	875 208	831 896	831 896
	19	2 278 443	7 164 320	7 164 320
	20	(211 950)	(10 486 963)	(52 618)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	6 233 260	8 207 063	(52 618)
				8 196 908

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021		2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	24 273 798	27 171 283	1 048 343	28 219 626
Débiteurs (note 5)	2	28 570 672	42 254 639	573 378	42 264 100
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	323 211	445 889		445 889
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	520 388	490 909		490 909
	8	53 688 069	70 362 720	1 621 721	71 420 524
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	18 305 561	23 882 454	734 904	24 053 441
Revenus reportés (note 12)	12	4 110 015	3 076 773	145 291	3 181 392
Dettes à long terme (note 13)	13	93 811 156	93 415 253	15 013 522	108 428 775
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	2 108 617	1 980 060		1 980 060
Autres passifs (note 14)	15				
	16	118 335 349	122 354 540	15 893 717	137 643 668
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(64 647 280)	(51 991 820)	(14 271 996)	(66 223 144)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	250 711 453	263 877 828	20 827 200	284 705 028
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	244 868	1 289 852		1 289 852
Stocks de fournitures	20	882 570	845 867		845 867
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 216 492	261 831	14 411	276 242
	23	253 055 383	266 275 378	20 841 611	287 116 989
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	13 372 564	16 389 016	860 046	17 289 734
Excédent de fonctionnement affecté	25	13 128 992	11 963 005		11 963 005
Réserves financières et fonds réservés	26	4 477 205	6 371 601		6 371 601
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(2 122 335)	(1 828 167)		(1 828 167)
Financement des investissements en cours	28	323 255	7 529 619		7 529 619
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	159 228 422	173 858 484	5 709 569	179 568 053
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	188 408 103	214 283 558	6 569 615	220 893 845
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	35 681 620	34 430 583	34 605 351	33 651 409
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	8 622 520	8 005 089	8 046 153	7 425 336
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	1 033 050	996 957	2 526 553	2 415 771
Autres biens et services	8	25 654 100	26 699 342	22 973 903	19 685 064
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 925 030	1 956 460	1 956 460	2 044 952
D'autres organismes municipaux	10			621 589	719 187
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	(247 230)	(236 595)	(228 001)	(267 113)
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	4 760 620	4 778 041	4 778 041	4 674 313
Transferts	15				
Autres	16		400	400	1 306
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18	4 100 560	4 173 484	4 077 741	4 303 870
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	12 887 900	12 887 887	13 712 274	13 241 932
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Assurances et réclamations	21	81 000	(83 522)	(83 522)	330 409
	22				
	23				
	24	94 499 170	93 608 126	92 986 942	88 226 436

Redressé note 23

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	17 289 734	13 940 065
Excédent de fonctionnement affecté	2	11 963 005	13 128 992
Réserves financières et fonds réservés	3	6 371 601	4 477 205
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 828 167)	(2 122 335)
Financement des investissements en cours	5	7 529 619	323 255
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	179 568 053	164 085 868
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	220 893 845	193 833 050
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	16 389 016	13 372 564
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	900 718	567 501
	11	17 289 734	13 940 065
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Engagements	12	979 315	1 010 268
▪ Transport collectif	13	1 059 823	1 421 383
▪ Équilibre budgétaire	14	1 982 860	2 161 750
▪ Élections	15		84 776
▪ Foresterie urbaine	16	160 000	160 000
▪ Pavage	17	400 000	400 000
▪ Développement économique	18	7 381 007	7 890 815
▪	19		
▪	20		
	21	11 963 005	13 128 992
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	11 963 005	13 128 992

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Revitalisation	27	76 180
▪ Patrimoniale	28	1 660 127
▪ Environnement/climatique	29	758 139
▪ Stabilisation dépenses	30	853 971
▪ Stabilisation dépenses eaux	31	93 385
	32	3 441 802
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	1 342 582
Organismes contrôlés et partenariats	38	1 695 043
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	379 982
Organismes contrôlés et partenariats	40	177 400
Montant non réservé		
Administration municipale	41	1 125 420
Organismes contrôlés et partenariats	42	327 303
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45	
Autres		
▪ Fonds stationnement	46	63 513
▪ Fonds parcs	47	18 302
	48	2 929 799
	49	6 371 601
		4 477 205

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 (	299 720)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 ()(
Autres	54 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 ()(
	56 (	299 720)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	57 ()(
Assainissement des sites contaminés	58 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	59 ()(
Autres		
▪	60 ()(
▪	61 ()(
	62 (	299 720)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	65 ()(
Utilisation du fonds de roulement	66 ()(
Autres		
▪	67 ()(
▪	68 ()(
	69 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	70 ()(
Mesure relative à la COVID-19	71 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	72 (	124 541)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 ()(
Autres		
▪ Dépenses de fonctionnement	74 (	1 465 033)(
▪	75 ()(
	76 (	1 589 574)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	77	61 127
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78	124 181
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80	
Autres		
▪	81	
	82	61 127
	83 (	1 828 167)(
		2 122 335)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	84 10 392 847	6 340 425
Investissements à financer	85 (2 863 228)(	6 017 170)
	86 7 529 619	323 255
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87 284 705 028	272 310 423
Propriétés destinées à la revente	88 1 780 761	765 256
Prêts	89	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90 445 889	323 211
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91	
	92 286 931 678	273 398 890
Ajustements aux éléments d'actif	93	
	94 286 931 678	273 398 890
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	95 (108 428 775)(	110 552 680)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 (420 317)(	450 855)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98 1 589 574	1 690 513
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99	
	100 (107 259 518)(	109 313 022)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 (104 107)()
	102 (107 363 625)(	109 313 022)
	103 179 568 053	164 085 868

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	3
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Les régimes de retraite des employés de l'administration municipale sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec (L.R.Q., chapitre R - 15.1) et de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les prestations prévues au titre du régime de retraite sont principalement fonction du nombre d'années de service et de la moyenne des trois meilleurs salaires annuels gagnés au cours des dix dernières années pour les cadres, les policiers, les employés cols blancs et les employés cols bleus. Ces avantages varient en fonction du groupe d'emploi à l'intérieur duquel se retrouve un employé et la période de services rendus. Les participants et les employeurs se partagent le financement de leur régime respectif par le versement de cotisations.

L'évaluation actuarielle la plus récente de l'administration municipale des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a été effectuée le 31 décembre 2019 pour les régimes complémentaires de retraite des cadres et des policiers et le 31 décembre 2021 pour le régime complémentaire de retraite des employés cols bleus et cols blancs. La prochaine évaluation devrait être effectuée respectivement en date du 31 décembre 2022 et du 31 décembre 2024.

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (707 317)	(759 958)
Charge de l'exercice	4 (2 260 403)(	2 484 297)
Cotisations versées par l'employeur	5 2 579 960	2 536 938
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (387 760)	(707 317)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 165 110 367	162 643 319
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (163 601 367)(	163 047 319)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 1 509 000	(404 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (1 896 760)	(303 317)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (387 760)	(707 317)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (387 760)	(707 317)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (303 000)(	(404 000))
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (303 000)(	(404 000))

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	5 109 220	5 589 076
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	49 533	106 190
	20	5 158 753	5 695 266
Cotisations salariales des employés	21 (	2 558 060)(	2 936 038)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()()
	23	2 600 693	2 759 228
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	212 960	250 982
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	2 813 653	3 010 210
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	8 422 713	7 993 382
Rendement espéré des actifs	33 (	8 975 963)(	8 519 295)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	(553 250)	(525 913)
Charge de l'exercice	35	2 260 403	2 484 297
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	4 810 950	13 075 250
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	8 975 963)(	8 519 295)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	(4 165 013)	4 555 955
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	5 545 496	(4 836 578)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	7 481 922	6 908 798
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	160 858 664	171 295 464
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	303 000	404 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	554 000	602 200
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	25 464 991	22 280 754
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	13	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,80 %	5,70 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,70 %	5,80 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,73 %	2,73 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,05 %	2,05 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Ces avantages comprennent notamment l'assurance vie offerte aux retraités cols bleus et cadres. De plus, les employés cadres bénéficient d'une allocation de préretraite et d'une prime de rétention.

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (1 401 300)	(1 247 600)
Charge de l'exercice	56 (386 400)	(400 800)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 195 400	247 100
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (1 592 300)	(1 401 300)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (1 466 700)	(1 899 800)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 466 700)	(1 899 800)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (125 600)	498 500
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (1 592 300)	(1 401 300)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (1 592 300)	(1 401 300)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (1 592 300)	(1 401 300)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (1 592 300)	(1 401 300)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 284 600	275 100
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 284 600	275 100
Cotisations salariales des employés	73 () ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 () ()	
	75 284 600	275 100
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 65 300	96 600
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 349 900	371 700
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 36 500	29 100
Rendement espéré des actifs	85 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 36 500	29 100
Charge de l'exercice	87 386 400	400 800
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 558 800	207 700
Prestations versées au cours de l'exercice	92 (195 400)	(247 100)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 4,73 %	1,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
▪ Taux de chargement(%)	104 9	9
▪ Taux de frais (%)	105 14	14

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113		
Description des régimes et autres renseignements			
		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	11	11

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2022	2021
Cotisations des élus au RREM	120	17 665	18 607
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	59 500	62 190
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	41 644	43 910
	123	101 144	106 100
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021	
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	53 836 340	53 331 225	51 399 683
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	1 020 127	1 020 127	843 188
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	1 020 160	1 020 160	1 130 876
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	55 876 627	55 371 512	53 373 747
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	4 535 290	4 535 290	3 573 970
Égout	13	4 068 791	4 068 791	3 897 785
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	4 422 866	4 422 866	4 352 981
Autres				
▪ Taxes transport	16	3 519 459	3 519 459	3 485 560
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	273 108	273 108	281 646
Service de la dette	20	609 303	609 303	434 012
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	17 428 817	17 428 817	16 025 954
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	17 428 817	17 428 817	16 025 954
	29	73 305 444	72 800 329	69 399 701

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30	881	881	449
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31			
Compensations pour les terres publiques	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	915 952	915 952	798 787
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	752 793	752 793	735 851
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36			
	37	1 669 626	1 669 626	1 535 087
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	38			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39			
Taxes d'affaires	40			
	41			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
	44			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46			
	47			
	48	1 669 626	1 669 626	1 535 087

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49	16 841	16 841	28 864
Sécurité publique				
Police	50	95 383	95 383	102 126
Sécurité incendie	51			
Sécurité civile	52	(45 234)	(45 234)	20 000
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	37 315	37 315	44 408
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			15 001
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	38 689	38 689	46 252
Réseau de distribution de l'eau potable	65	34 671	34 671	51 590
Traitement des eaux usées	66	65 686	65 686	79 948
Réseaux d'égout	67	77 343	77 343	80 484
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69	400 233	400 233	517 850
Tri et conditionnement	70	890 902	890 902	1 105 279
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81	4 505	10 294	118 448
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	12 313	12 313	23 574
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	285 986	285 986	261 105
Autres	85	903 960	903 960	777 156
Réseau d'électricité	86			
	87	2 818 593	2 824 382	3 272 085

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie	90			
Sécurité civile	91			
Autres	92			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	93	1 572 816	1 572 816	(4 983)
Enlèvement de la neige	94			
Autres	94			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	96			
Transport adapté	97			
Transport scolaire	98			
Autres	99			
Transport aérien	100			
Transport par eau	101			
Autres	102			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103	8 484 142	8 484 142	646 996
Réseau de distribution de l'eau potable	104			
Traitement des eaux usées	105	264 953	264 953	230 684
Réseaux d'égout	106	1 529 495	1 529 495	3 736 691
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	107			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	108			
Tri et conditionnement	109			
Autres	110			
Autres	111			
Cours d'eau	112			
Protection de l'environnement	113			
Autres	114			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	115				
Sécurité du revenu	116				
Autres	117				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	118				
Rénovation urbaine	119				
Promotion et développement économique	120				
Autres	121				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	122	594 012	594 012		
Activités culturelles					
Bibliothèques	123				
Autres	124	511 942	511 942	318 640	
Réseau d'électricité	125				
	126	12 957 360	12 957 360	4 928 028	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131			
Fonds de développement des territoires	132			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134			
Dotations spéciales de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136			
Autres	137	16 681	16 681	
	138	16 681	16 681	
TOTAL DES TRANSFERTS	139	15 792 634	15 798 423	8 200 113

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>			Administration	Données consolidées	
			municipale	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS			Réalisations	2022	Réalisations
			2022	2022	2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Grefe et application de la loi		140			
Évaluation		141			
Autres		142			
		143			
Sécurité publique					
Police	144		956 200	956 200	899 547
Sécurité incendie	145		56 360	56 360	96 851
Sécurité civile	146				
Autres	147				
	148		1 012 560	1 012 560	996 398
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale		149			
Enlèvement de la neige		150			
Autres		151			
Transport collectif		152			
Autres		153			
		154			
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
		155			
Réseau de distribution de l'eau potable					
		156			
Traitement des eaux usées					
		157			
Réseaux d'égout					
		158			
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
		159			
Matières recyclables					
Collecte sélective					
		160			
Collecte et transport					
		161			
Tri et conditionnement					
		162			
Autres					
		163			
Autres					
		164			
Cours d'eau					
		165			
Protection de l'environnement					
		166			
Autres					
		167			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)					
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	168				
Autres	169				
	170				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	171				
Rénovation urbaine	172				
Promotion et développement économique	173				
Autres	174				
	175				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	176	526 753	526 753	358 884	
Activités culturelles					
Bibliothèques	177				
Autres	178				
	179	526 753	526 753	358 884	
Réseau d'électricité					
	180				
	181	1 539 313	1 539 313	1 355 282	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	182				
Évaluation	183				
Autres	184	419 590	845 637	756 255	
	185	419 590	845 637	756 255	
Sécurité publique					
Police	186	229 189	229 189	202 160	
Sécurité incendie	187	3 467	3 467	10 082	
Sécurité civile	188				
Autres	189				
	190	232 656	232 656	212 242	
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	191	125 312	125 312	151 573	
Enlèvement de la neige	192				
Autres	193				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	194	45 990	45 990	42 569	
Transport adapté	195				
Transport scolaire	196				
Autres	197				
Autres	198				
	199	171 302	171 302	194 142	
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200				
Réseau de distribution de l'eau potable	201	43 129	43 129	(25 689)	
Traitement des eaux usées	202				
Réseaux d'égout	203	18 208	18 208	(19 186)	
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	204				
Matières recyclables	205	14 666	14 666	7 777	
Autres	206	15 884	15 884	20 173	
Cours d'eau	207				
Protection de l'environnement	208	5 818	5 818	1 267	
Autres	209	41 210	41 210	38 179	
	210	138 915	138 915	22 521	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215	69 334	69 334	23 200
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218	41 590	41 590	
	219	110 924	110 924	23 200
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	817 175	1 355 028	864 666
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	34 364	34 364	28 188
Autres	222	485 453	485 453	152 384
	223	1 336 992	1 874 845	1 045 238
Réseau d'électricité	224			
	225	2 410 379	3 374 279	2 253 598
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	3 949 692	4 913 592	3 608 880

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	512 300	512 300	630 415
Droits de mutation immobilière	228	10 281 079	10 281 079	8 557 131
Droits sur les carrières et sablières	229	2 376 312	2 376 312	1 261 010
Autres	230	1 041 368	1 086 964	969 198
	231	14 211 059	14 256 655	11 417 754
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	2 763 969	2 763 969	2 818 654
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	1 195 177	1 195 177	680 167
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235	133 852	133 852	219 203
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237	2 989 287	2 989 287	2 595 322
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239	3 419 216	3 419 216	313 482
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241		42 463	
Autres contributions	242	42 373	42 373	42 349
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	11 250	22 775	33 267
	245	6 595 978	6 649 966	3 203 623
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	977 564		977 564	977 564	948 249
Greffe et application de la loi	2	1 764 095	175	1 764 270	1 764 270	2 211 226
Gestion financière et administrative	3	6 229 705	568 834	6 798 539	6 798 539	6 365 360
Évaluation	4	421 293		421 293	421 293	687 067
Gestion du personnel	5	1 329 966		1 329 966	1 329 966	1 148 222
Autres						
▪ Autres	6	1 886 281		1 886 281	2 196 035	2 313 028
▪	7					
	8	12 608 904	569 009	13 177 913	13 487 667	13 673 152
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	13 458 960	266 321	13 725 281	13 654 972	12 831 821
Sécurité incendie	10	5 891 626	566 170	6 457 796	6 457 796	6 437 871
Sécurité civile	11	40 481	29 200	69 681	69 681	70 187
Autres	12	393 992		393 992	393 992	327 469
	13	19 785 059	861 691	20 646 750	20 576 441	19 667 348
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	6 651 433	4 383 334	11 034 767	11 034 767	10 254 056
Enlèvement de la neige	15	3 125 809		3 125 809	3 125 809	2 453 243
Éclairage des rues	16	652 528	305 212	957 740	957 740	930 757
Circulation et stationnement	17	460 640		460 640	460 640	357 748
Transport collectif						
Transport en commun	18	3 614 297		3 614 297	3 614 297	3 540 265
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	145 804		145 804	145 804	137 613
	22	14 650 511	4 688 546	19 339 057	19 339 057	17 673 682

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 475 565	46 154	2 521 719	2 130 642
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 472 149	839 781	2 311 930	2 302 064
Traitement des eaux usées	25	2 439 917	2 302 167	4 742 084	4 819 407
Réseaux d'égout	26	954 567	1 438 416	2 392 983	2 085 504
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	1 307 469		1 307 469	1 254 369
Élimination	28	1 036 135		1 036 135	985 457
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	1 168 428		1 168 428	1 094 145
Tri et conditionnement	30	88 852	15 501	104 353	114 883
Matières organiques					
Collecte et transport	31	465 648		465 648	432 417
Traitement	32	335 009		335 009	339 071
Matériaux secs	33	181 793		181 793	204 919
Autres	34	367 154		367 154	397 866
Plan de gestion					
Autres	36				
Cours d'eau					
Autres	37				
Protection de l'environnement	38	730 688		730 688	516 511
Autres	39	83 022		83 022	79 829
	40	13 106 396	4 642 019	17 748 415	16 757 084
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	44 434		44 434	36 168
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	169 902		169 902	134 576
	44	214 336		214 336	170 744

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 478 201	55 975	1 534 176	912 377	786 933
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	321 225		321 225	321 225	308 742
Autres biens	47	399 011		399 011	681 347	773 090
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	1 098 134		1 098 134	909 222	911 432
Tourisme	49	2 000		2 000	2 000	2 000
Autres	50	65 193		65 193	169 466	168 492
Autres	51	1 292 318		1 292 318	1 292 318	1 500 597
	52	4 656 082	55 975	4 712 057	4 287 955	4 451 286
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	544 381	62 927	607 308	601 058	473 949
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 790 378	287 472	3 077 850	3 143 841	2 602 238
Piscines, plages et ports de plaisance	55	3 743 109	43 900	3 787 009	2 483 181	2 094 062
Parcs et terrains de jeux	56	2 045 099	1 098 873	3 143 972	2 342 461	2 439 682
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	336 383		336 383	330 133	275 411
Autres	59				985 138	899 977
	60	9 459 350	1 493 172	10 952 522	9 885 812	8 785 319
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	1 552 267	92 167	1 644 434	1 644 434	1 388 542
Bibliothèques	62	2 390 011	306 096	2 696 107	2 696 107	2 481 158
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	577 458	179 212	756 670	756 670	681 095
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	4 519 736	577 475	5 097 211	5 097 211	4 550 795
	67	13 979 086	2 070 647	16 049 733	14 983 023	13 336 114

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	1 956 460		1 956 460	2 578 049	2 764 139
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	(516 750)		(516 750)	(516 750)	(496 813)
Autres	72	280 155		280 155	288 749	229 700
	73	1 719 865		1 719 865	2 350 048	2 497 026
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	12 887 887 (	12 887 887)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	4 182 587	4 182 587	269 269
Usines de traitement de l'eau potable	2	6 728 734	6 728 734	639 554
Usines et bassins d'épuration	3	263 651	263 651	333 715
Conduites d'égout	4	4 003 727	4 003 727	4 607 707
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 527 588	4 527 588	2 727 537
Ponts, tunnels et viaducs	7	66 828	66 828	1 048 325
Systèmes d'éclairage des rues	8	346 275	346 275	269 274
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 699 750	1 699 750	2 155 380
Autres infrastructures	11	26 732	26 732	984 498
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	67 410	67 410	102 596
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 352 726	1 352 726	2 028 480
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	489 269	489 269	901 230
Ameublement et équipement de bureau	18	322 126	322 126	217 436
Machinerie, outillage et équipement divers	19	958 134	1 010 752	993 636
Terrains	20	1 552 241	1 552 241	3 700
Autres	21			
	22	26 587 778	26 640 396	17 282 337

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	3 515 099	3 515 099	78 981
Usines de traitement de l'eau potable	24	6 728 734	6 728 734	639 554
Usines et bassins d'épuration	25	263 651	263 651	248 478
Conduites d'égout	26	2 025 207	2 025 207	4 437 048
Autres infrastructures	27	5 893 964	5 893 964	6 428 969
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	667 488	667 488	190 288
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			85 237
Conduites d'égout	31	1 978 520	1 978 520	170 659
Autres infrastructures	32	773 209	773 209	756 045
Autres immobilisations corporelles	33	4 741 906	4 794 524	4 247 078
	34	26 587 778	26 640 396	17 282 337

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	650 448		(873 259)	1 523 707
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	15 996 206		1 233 073	14 763 133
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	94 356 881	16 237 000	18 031 629	92 562 252
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	111 003 535	16 237 000	18 391 443	108 849 092
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	111 003 535	16 237 000	18 391 443	108 849 092
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	111 003 535	16 237 000	18 391 443	108 849 092

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	93 835 570
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 863 228
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	1 505 402
Débiteurs	9	
Autres montants	10	18 304
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	7 207 458
Autres		
▪ autres financements	12	20 564
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	87 947 070
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	15 013 522
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	425 093
Autres organismes	19	4 901 685
Endettement total net à long terme	20	108 287 370
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	108 287 370
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	1		
	Évaluation	2		
	Autres	3		
Sécurité publique				
	Police	4		
	Sécurité incendie	5		
	Sécurité civile	6		
	Autres	7		
Transport				
	Réseau routier	8		
	Transport collectif	9	3 594 136	3 594 136
	Autres	10		3 540 265
Hygiène du milieu				
	Eau et égout	11		
	Matières résiduelles	12		
	Cours d'eau	13		
	Protection de l'environnement	14		
	Autres	15		
Santé et bien-être				
	Logement social	16		
	Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	18		
	Rénovation urbaine	19		
	Promotion et développement économique	20	1 183 905	1 183 905
	Autres	21		1 134 048
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	22		
	Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité				
		24		
		25	4 778 041	4 778 041
				4 674 313

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	26 587 778	16 897 252
Frais de financement	4		254 039
Autres	5		3 700
	6	26 587 778	17 154 991

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	71,00	35,00	130 071,00	7 508 962	2 040 186	9 549 148
Professionnels	2	4,00	35,00	6 927,00	322 636	56 245	378 881
Cols blancs	3	166,00	32,00	281 448,00	9 206 670	1 984 040	11 190 710
Cols bleus	4	108,00	37,00	203 962,00	7 018 019	1 567 501	8 585 520
Policiers	5	62,00	35,40	122 805,00	6 913 532	1 621 445	8 534 977
Pompiers	6	29,00	40,00	64 819,00	2 798 563	581 675	3 380 238
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	440,00		810 032,00	33 768 382	7 851 092	41 619 474
Élus	9	11,00			662 201	153 997	816 198
	10	451,00			34 430 583	8 005 089	42 435 672

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	38 689	2 592 754	5 891 388		8 522 831
Réseau de distribution de l'eau potable	13	34 671				34 671
Traitement des eaux usées	14	65 686	80 970	183 983		330 639
Réseaux d'égout	15	77 343	411 202	1 118 293		1 606 838
Autres	16	2 608 579	1 615 927	1 062 844	10 305	5 297 655
	17	2 824 968	4 700 853	8 256 508	10 305	15 792 634

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	619 381	533 721
	4	619 381	533 721
Sécurité publique			
Police	5	6 989	8 792
Sécurité incendie	6	118 607	103 494
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	125 596	112 286
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	600 882	637 680
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	600 882	637 680
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	31 341	31 238
Réseau de distribution de l'eau potable	17	67 199	74 074
Traitement des eaux usées	18	17 926	22 649
Réseaux d'égout	19	44 400	52 632
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	5 123	5 574
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	2 997	2 486
Autres	25		
	26	168 986	188 653
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	4 511	5 950
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	4 511	5 950
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	115 610	171 755
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	78 068	115 983
Autres	38	6 831	7 293
	39	200 509	295 031
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 719 865	1 773 321

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Conseiller	Conseiller	28 516	12 878		
Maire	Maire	105 095	17 546		
Maire suppléant	Maire suppléant	4 479	2 240		
MRC Deux-Montagnes	Préfet	21 012			
CMM	Maire	5 000			
EXO	Maire	27 563			

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	2 000 000 \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	1 146 825 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	\$
Ligne 3 : Autres revenus	9	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	\$
Ligne 9 : Autres charges	13	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	\$
Ligne 14 : Débiteurs	16	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	\$
Ligne 19 : Crédateurs et charges à payer	19	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	\$
Ligne 24 : Libres	22	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	\$
Constatés au cours de l'exercice	26	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 28 29
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 30 79 650 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 31 32
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022 33 3 153 129 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 36 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 39 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 40 41
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 42 43
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 44 45
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 46 32 832 \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 47 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 49 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 50 51
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 52 _____ \$
- b) autres formes d'aide 53 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 \$

Facteur comparatif de 2022

55

Valeur uniformisée

56 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

57 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 _____ \$

Systèmes de drainage

64 _____ \$

Abords de routes

65 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

69 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70 _____

b) Date d'adoption de la résolution

71 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 72 73
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 74 2019-10-650
- b) Date d'adoption de la résolution 75 2019-10-15
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 4
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 3 265
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 1 374
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86 87

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 10 **Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 12

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

13 14

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16 **La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

17 18

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

19 20

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2023-05-15

Nom du signataire : Isabelle Boileau

Fonction du signataire : greffière

Date de transmission au Ministère : 2023-05-16

Date et heure de la dernière modification : 2023-05-16 13:08

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	94 089 931	88 935 180	100 789 553	4 587 288	101 311 248
Investissement	2	6 445 210	4 271 200	18 694 026		18 736 489
	3	100 535 141	93 206 380	119 483 579	4 587 288	120 047 737
Charges	4	88 997 731	94 499 170	93 608 126	3 442 617	92 986 942
Excédent (déficit) de l'exercice	5	11 537 410	(1 292 790)	25 875 453	1 144 671	27 060 795
Moins : revenus d'investissement	6	(6 445 210)	(4 271 200)	(18 694 026)	()	(18 736 489)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	5 092 200	(5 563 990)	7 181 427	1 144 671	8 324 306
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	12 417 817	12 887 900	12 887 887	824 388	13 712 275
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	225 790		(391)		(391)
Remboursement de la dette à long terme	10	(10 238 938)	(10 057 440)	(10 526 441)	(1 728 002)	(12 254 443)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(1 403 235)	(316 990)	(2 408 316)	()	(2 408 316)
Excédent (déficit) accumulé	12	2 304 178	3 050 520	1 586 951		1 586 951
Autres éléments de conciliation	13	764 692		452 808		452 808
	14	4 070 304	5 563 990	1 992 498	(903 614)	1 088 884
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	9 162 504		9 173 925	241 057	9 413 190

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021	2022	2021
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	24 273 798	27 171 283	28 219 626
Débiteurs	2	28 570 672	42 254 639	42 264 100
Placements de portefeuille	3	323 211	445 889	323 211
Autres	4	520 388	490 909	520 388
	5	53 688 069	70 362 720	71 420 524
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	93 811 156	93 415 253	108 428 775
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	2 108 617	1 980 060	2 108 617
Autres	9	22 415 576	26 959 227	22 776 209
	10	118 335 349	122 354 540	137 643 668
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(64 647 280)	(51 991 820)	(66 223 144)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	250 711 453	263 877 828	284 705 028
Autres	13	2 343 930	2 397 550	2 358 529
	14	253 055 383	266 275 378	287 116 989
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	13 372 564	16 389 016	17 289 734
Excédent de fonctionnement affecté	16	13 128 992	11 963 005	13 128 992
Réserves financières et fonds réservés	17	4 477 205	6 371 601	4 477 205
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	2 122 335)(	1 828 167)(	1 828 167)(
Financement des investissements en cours	19	323 255	7 529 619	323 255
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	159 228 422	173 858 484	179 568 053
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	188 408 103	214 283 558	220 893 845

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Engagements	23	979 315	1 010 268
▪ Transport collectif	24	1 059 823	1 421 383
▪ Équilibre budgétaire	25	1 982 860	2 161 750
▪ Élections	26		84 776
▪ Foresterie urbaine	27	160 000	160 000
▪ Pavage	28	400 000	400 000
▪ Développement économique	29	7 381 007	7 890 815
▪	30		
▪	31		
	32	11 963 005	13 128 992
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33		
	34	11 963 005	13 128 992
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	6 371 601	4 477 205
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36		
	37	18 334 606	17 606 197

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	87 947 070
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	108 287 370

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	1 523 707	650 448
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	92 562 252	94 356 881
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	14 763 133	15 996 206
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	108 849 092	111 003 535

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021	Budget 2022	Réalizations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	69 960 884	73 084 920	73 305 444	72 800 329
Compensations tenant lieu de taxes	13	1 535 087	1 768 770	1 669 626	1 669 626
Quotes-parts	14				
Transferts	15	3 128 925	2 416 270	2 835 274	2 841 063
Services rendus	16	2 925 039	3 755 520	3 949 692	4 913 592
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	12 996 171	7 494 700	14 663 828	14 709 424
Autres	18	3 543 825	415 000	4 365 689	4 377 214
	19	94 089 931	88 935 180	100 789 553	101 311 248
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	4 928 028	1 960 000	12 957 360	12 957 360
Autres	23	1 517 182	2 311 200	5 736 666	5 779 129
	24	6 445 210	4 271 200	18 694 026	18 736 489
	25	100 535 141	93 206 380	119 483 579	120 047 737

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
Administration générale	1	12 608 904	569 009	13 177 913	13 487 667	13 673 152
Sécurité publique						
Police	2	13 458 960	266 321	13 725 281	13 654 972	12 831 821
Sécurité incendie	3	5 891 626	566 170	6 457 796	6 457 796	6 437 871
Autres	4	434 473	29 200	463 673	463 673	397 656
Transport						
Réseau routier	5	10 890 410	4 688 546	15 578 956	15 578 956	13 995 804
Transport collectif	6	3 614 297		3 614 297	3 614 297	3 540 265
Autres	7	145 804		145 804	145 804	137 613
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	7 342 198	4 626 518	11 968 716	11 968 716	11 337 617
Matières résiduelles	9	4 950 488	15 501	4 965 989	4 965 989	4 823 127
Autres	10	813 710		813 710	813 710	596 340
Santé et bien-être	11	214 336		214 336	214 336	170 744
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 478 201	55 975	1 534 176	912 377	786 933
Promotion et développement économique	13	1 165 327		1 165 327	1 080 688	1 081 924
Autres	14	2 012 554		2 012 554	2 294 890	2 582 429
Loisirs et culture	15	13 979 086	2 070 647	16 049 733	14 983 023	13 336 114
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 719 865		1 719 865	2 350 048	2 497 026
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	80 720 239	12 887 887	93 608 126	92 986 942	88 226 436
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	12 887 887 (	12 887 887)			
	21	93 608 126		93 608 126	92 986 942	88 226 436

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021	Réalizations 2022		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	6 445 210	18 694 026		18 736 489
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	17 154 991)(	26 587 778)(	52 618)(	26 640 396)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	133 585)(	1 057 475)(	)	1 057 475)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	14 798 183	9 993 970		9 993 970
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	1 403 235	2 408 316		2 408 316
Excédent accumulé	6	875 208	4 756 004		4 756 004
	7	(211 950)	(10 486 963)	(52 618)	(10 539 581)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	6 233 260	8 207 063	(52 618)	8 196 908

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14